

EXERCICE 77, UNITÉ IV

3.2. Présenter le point de vue définitif

CONSIGNE

Formulez l'alternative que rend explicite la phrase où est employé *en définitive*.

EXEMPLE

Il semble que, si l'on voulait prendre la véritable mesure de ce que représente aujourd'hui en France le clip politique, il faudrait le mettre en perspective avec son exacte antidote : le face-à-face télévisé. Tout oppose, en effet, ces deux formes de communication politique. Le face-à-face c'est le processus, le direct, le plat de résistance. Le clip, c'est le produit, le préemballé, l'apéritif. Le clip réveille des désirs. Le face-à-face structure des attitudes. Le clip se propose comme une des formes d'expression du spectacle politique. Le face-à-face s'impose comme la forme obligée de la confrontation politique. Le clip donne à choisir. Le face-à-face permet d'éliminer. L'un et l'autre figurent les deux pôles de la communication politique, et il était normal **en définitive** que, quinze ans après avoir découvert l'un, la télévision française finisse par inventer l'autre. (1)

RÉPONSE POSSIBLE

Le face-à-face et le clip, deux formes de communication politique, s'opposent totalement. Or, le face-à-face, première forme de communication politique à la télévision, n'a pas empêché l'apparition du clip.

1. Au-delà de la marée des sondages, résultats, analyses et commentaires, qui déferle sur les médias en période de campagne électorale, et passée la fascination du face-à-face qui tétanise la classe politique, il n'est pas sans intérêt de revenir à ce qui, **en définitive**, a constitué l'événement majeur des campagnes présidentielle et législative de 1988, et qui est sans doute, à terme, un des plus porteurs en matière de communication politique : l'arrivée en force du clip politique à la télévision. (1)

2. L'été dernier, au milieu du mois d'août, les Français horrifiés ont découvert les effets meurtriers d'une canicule que nul n'avait prévue, qui a frappé plus particulièrement les personnes les plus fragiles, et notamment les personnes âgées aussi bien à leur domicile que dans les maisons de retraite et les hôpitaux. Le 1er octobre 2003, le Sénat a autorisé la création d'une mission commune d'information, dont le champ d'investigation était ainsi défini : « La France et les Français face à la canicule : les leçons d'une crise ». Au-delà des conséquences sanitaires tragiques de cet événement climatique extrême et inédit, le Sénat a, en effet, souhaité élargir les compétences de sa mission aux incidences de la canicule et de la sécheresse dans le domaine économique, énergétique et environnemental. A l'issue d'un programme de plus de quarante auditions, dont celles des huit ministres concernés, et de six déplacements, dont un en Belgique, la mission a pu constater que les effets de la canicule ont été, **en définitive**, gérés de manière relativement satisfaisante en matière économique, énergétique et environnementale. A l'inverse, nos structures sanitaires et sociales, qui sont traditionnellement prises de court lorsqu'elles sont confrontées à des phénomènes inédits, comme l'ont montré plusieurs crises sanitaires dans un passé récent, ont révélé leurs faiblesses, en dépit d'une mobilisation exemplaire des personnels de terrain. (195 : 2003-2004)

3. Contrairement à l'agriculture, le secteur de l'énergie n'avait jamais été confronté, en France du moins, aux problèmes posés par un événement climatique exceptionnel comme l'a été la canicule. Celle-ci a constitué un véritable test « grandeur nature » pour notre système énergétique. Si la situation a été **en définitive** correctement gérée, il n'en reste pas moins que la catastrophe a été évitée de peu. Cet « avertissement sans frais » nous oblige aujourd'hui à réfléchir sur les évolutions à venir tant de l'offre que de la demande d'énergie, ainsi qu'à leur rapport à l'environnement. (195 : 2003-2004)

4. Retraçant la chronologie de la canicule, [le directeur général de l'Institut de veille sanitaire, InVS] a indiqué que trois décès par coup de chaleur avaient été signalés à l'InVS par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du Morbihan le 6 août, information qui a ensuite été validée par l'Institut. M. Gilles Brückner a précisé que de nombreux échanges avaient eu lieu avec la direction générale de la santé, qui est l'interlocuteur

naturel de l'InVS en cas d'alerte, au cours des 6, 7 et 8 août, et que l'Institut avait été consulté pour la rédaction du communiqué de presse de la DGS [Direction générale de la santé]. Par ailleurs, il a noté que l'InVS avait préparé dès le 8 août la méthodologie de l'enquête sur les effets sanitaires de la canicule qui devait être engagée la semaine suivante. Il a ensuite indiqué que, contrairement à ce qui avait été affirmé par le rapport Lalande, l'InVS était en mesure d'assurer une veille permanente avec un système d'astreinte téléphonique, mais qu'aucune information alarmante n'était remontée le week-end. Il a précisé que la mise en place de la procédure d'enquête engagée par l'Institut à partir du 11 août s'était heurtée à des difficultés pour obtenir des informations de la sécurité civile, cet « embargo » n'ayant été levé que le 13 août à la suite d'un appel direct au ministère de l'Intérieur, et à la lenteur des remontées des certificats de décès. Il a noté que le 14 août avait eu lieu une réunion avec le directeur général de la santé, le cabinet du ministre de la Santé et l'assistance publique des hôpitaux de Paris, au cours de laquelle avait été évoqué le chiffre de 1500 décès, l'InVS l'estimant supérieur. Il a indiqué qu'une certaine confusion avait marqué la communication de ces données au cours des jours suivants, et en particulier le 17 août, où il a avancé le chiffre de 5000 morts. Il a précisé qu'il était intervenu à la télévision ce même jour, en accord avec M. Lucien Abenham, directeur général de la santé. Il a déploré les difficultés de communication avec le cabinet et indiqué que l'Institut de veille sanitaire n'était pas en ligne directe avec le ministre. Il a rappelé que la canicule avait entraîné **en définitive** environ 15000 décès supplémentaires et que cette vague de chaleur avait été d'une intensité exceptionnelle, avec des températures nocturnes inédites pendant deux jours, encore aggravée par la pollution atmosphérique. (195 : 2003-2004)

5. La maintenance des voies ferrées recouvre, d'une part, l'entretien courant des voies et, d'autre part, leur « régénération », qui consiste généralement en un renouvellement complet des traverses, du ballast et du rail. Or, comme l'a relevé le rapport Rivier, non seulement l'effort financier global consacré à la maintenance des voies a été longtemps insuffisant, mais, en outre, la France a connu une véritable situation de gaspillage des deniers publics, en privilégiant la multiplication des « petits travaux » au détriment de la régénération des voies. En effet, dans une activité où l'essentiel des coûts est lié à la main-d'œuvre, il est **en définitive** beaucoup plus dispendieux pour le contribuable que les équipes interviennent dix fois pour réparer une voie plutôt qu'une seule fois avec un matériel permettant de redonner une « deuxième vie » à cette même voie. Pour schématiser, la collectivité nationale se trouve, avec son réseau ferré, dans la même situation qu'un ménage avec une vieille voiture : ne disposant pas de l'argent pour en changer (ou renouveler les voies), elle conserve l'existant au prix de réparations fréquentes et, à long terme, beaucoup plus coûteuses. (196 : 2007-2008)

6. En se fondant sur les évaluations nationales et les recherches menées à d'autres niveaux de classe, Mme Marie Duru-Bellat montre que les premières « traces » statistiques des inégalités sociales à l'école s'observent dès la moyenne section de maternelle, et que leur caractère cumulatif apparaît nettement à partir du cours préparatoire. Au primaire, les difficultés persistantes se traduisent très vite en un cumul des lacunes, et une dégradation très nette des performances intervient en début de collège. En adoptant la même démarche, M. Jean-Pierre Terrail conclut, quant à lui, qu'« une partie des enfants de cadres qui ont commencé par rater les apprentissages élémentaires finissent quand même par s'en sortir ; quant aux élèves des milieux populaires, ceux qui les ont plus ou moins réussis peuvent perdre pied par la suite, au collège ; mais ceux qui les ont ratés ne s'en relèvent quasiment jamais ».

Le dernier rapport du Haut conseil de l'éducation qui établit chaque année un bilan des résultats obtenus par le système éducatif a même fait le constat que l'école maternelle est une étape importante et note que « les difficultés repérées chez [les enfants] à l'entrée du CP [cours préparatoire] compromettent à jamais leurs chances de réussite scolaire ». Dès l'entrée en CP, la catégorie socioprofessionnelle des parents est le facteur le plus discriminant pour les avantages des enfants : d'avantage que le trimestre de naissance qui est, à cet âge, un second facteur assez discriminant, le fait d'être en zone d'éducation prioritaire (ZEP) ou pas, le nombre d'années de scolarisation, le sexe ou la nationalité. La politique de scolarisation précoce à deux ans permet cependant de rapprocher les résultats des élèves des ZEP de la moyenne, même si ces effets paraissent limités au regard des différences de scores entre catégories socioprofessionnelles.

Ces différences entre les enfants issus de catégories socioprofessionnelles favorisées et ceux issus de catégories moins défavorisées sont les plus fortes dans le domaine de la familiarité avec l'écrit ou les nombres, facteur favorisant un accroissement ultérieur des différenciations pendant le primaire. Il faudrait alors essayer de voir si la différence de catégorie socioprofessionnelle de la famille ne se traduit pas en réalité, non pas par une différence d'aptitude des enfants, mais plutôt par une différence de forme d'intelligence, plus concrète que conceptuelle par exemple, au moins au moment d'entrée dans le processus éducatif. Les méthodes modernes d'apprentissage des fondamentaux ne seraient-elles pas **en définitive** quoiqu'en pensent certains, plus

ségrégatives qu'universelles en raison des qualités de synthèse ou d'éducation familiale préscolaire qu'elles présupposent comme innées ou uniformes, et qui ne le sont pas du tout, au contraire. (445 : 2007-2008)

(1) Gourevitch J-P., 1989, « Le clip politique », *Revue française de science politique*, vol. 39, n° 1.